Gabriel Gagnon

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal

(1988)

“Dualisme, partage du travail et autogestion”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon, "**Dualisme, partage du travail et autogestion**".

Un article publié dans l'ouvrage **L'autre économie. Une économie alternative**, pp. 155-162. Actes du 8^e colloque de l'AEP, 1988. Textes réunis par Benoît Lévesque, André Joyal et Omer Chouinard. Québec: Les Presses de l'Université du Québec, 1989, 372 pp. Collection: Études d'économie politique, une collection dirigée par l'Association d'économie politique.

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par l'auteur, le 18 novembre 2004, de diffuser toutes ses publications.]

Courriel : lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 21 mars 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Gabriel Gagnon (1988)

“Dualisme, partage du travail et autogestion”

Un article publié dans l'ouvrage **L'autre économie. Une économie alternative**, pp. 155-162. Actes du 8^e colloque de l'AEP, 1988. Textes réunis par Benoît Lévesque, André Joyal et Omer Chouinard. Québec: Les Presses de l'Université du Québec, 1989, 372 pp. Collection: Études d'économie politique, une collection dirigée par l'Association d'économie politique.

Gabriel Gagnon

“Dualisme, partage du travail et autogestion,”.

Un article publié dans l'ouvrage **L'autre économie. Une économie alternative**, pp. 155-162. Actes du 8^e colloque de l'AEP, 1988. Textes réunis par Benoît Lévesque, André Joyal et Omer Chouinard. Québec: Les Presses de l'Université du Québec, 1989, 372 pp. Collection: Études d'économie politique, une collection dirigée par l'Association d'économie politique.

Dans son dernier ouvrage, l'économiste et philosophe André Gorz ¹ prévoit pour les sociétés industrielles des années 1990 une division de la main-d'œuvre en trois secteurs. Premièrement, un « noyau stable » d'emplois qualifiés impliquant permanence, convention collective et revenu garanti. Deuxièmement, une « main-d'œuvre périphérique » travaillant de façon occasionnelle ou à temps partiel en sous-traitance pour le premier secteur ; ce groupe ne jouit ni d'un revenu garanti ni de la sécurité d'emploi. Troisièmement, une « main-d'œuvre externe » composée surtout de travailleurs sans qualification, ballottés entre les « jobines », les « petits boulots » évoqués par Jean-Louis Laville ², l'assurance-chômage et le bien-être social. D'après les calculs du syndicaliste allemand Wolfgang Lecher, dont Gorz s'inspire, « au cours des années 1990, la main-d'œuvre tendra à se répartir entre ces trois catégories dans les proportions suivantes : 25% dans le noyau stable, 25% à titre permanent à la périphérie, 50% dans les em-

¹ André Gorz (1988), *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Paris : Galilée, p. 89.

² Bernard Eme et Jean-Louis Laville (1988), *Les petits boulots en question*, Paris : Syros/Alternatives.

plois externes ou périphériques précaires, occasionnels, non qualifiés ³. »

Déjà amorcée en Europe, en particulier en Grande-Bretagne et en Italie, cette évolution semble aussi atteindre les États-Unis où « la proportion des chômeurs et des personnes travaillant moins de six mois par an est de 25% ; à quoi s'ajoutent 30% de travailleurs précaires du tertiaire payés au rabais et dépourvus de toute couverture sociale ⁴. »

Au Québec aussi la coupure entre « baby boomer's yuppies » et travailleurs précaires, chômeurs et assistés sociaux tend à devenir permanente. La réalisation graduelle du libre-échange ne pourra qu'accélérer le processus dans le climat de néo-libéralisme qui règne à Ottawa et à Québec. Le numéro de novembre 1988 de la revue *Relations* montre bien comment cette cassure prend ici une dimension territoriale qui en accentue le caractère problématique. Ainsi, 46% de notre territoire serait constitué de zones en désintégration.

« Où la population est vieille, où les jours de maladie et les visites à la clinique sont plus élevés, où l'espérance de vie est plus basse que la moyenne, où la famille est brisée plus qu'ailleurs, où le suicide, l'alcoolisme, la délinquance sont élevés. Où l'abandon scolaire hâtif est fréquent, où les résultats scolaires aussi, surtout en français et en mathématiques, sont inférieurs. Où les écoles ferment faute d'élèves, où les cliniques, les bibliothèques, les lieux de loisir ou de sport sont de plus en plus négligés ⁵. »

Quelle pourrait être la place de l'économie alternative dans une société de ce type ? Avant la crise de 1982, qui est venue mettre fin à plusieurs de nos certitudes et ébranler la plupart de nos mouvements sociaux, l'alternative était souvent au Québec un choix délibéré pour une autre société avec son organisation du travail différente, sa hiérarchie différente, sa culture différente : les nombreuses communes créées par les jeunes de l'époque ont été la meilleure illustration de ces tentatives de « changer la vie ». Moins fréquemment, la fermeture an-

³ André Gorz (1988), op. cit., p. 90.

⁴ André Gorz (1988), op. cit., p. 90, note 1.

⁵ Un Québec cassé en deux, *Relations*, novembre 1988, 545 : 265.

ticipée d'usines ou même de villages entiers est venue inciter les populations concernées à tirer de leur situation difficile une manière différente de vivre et de travailler. L'usine Tricofil de Saint-Jérôme et les trois villages réunis dans la coopérative du JAL au Témiscouata ont été alors des exemples privilégiés de création d'un nouvel imaginaire social populaire.

Tournée en dérision par les patrons, les élites et la grande majorité des syndicats, l'idée d'autogestion était alors l'utopie concrète la plus répandue dans ce secteur alternatif qu'elle aidait à s'unir autour d'un projet global de transformation sociale et politique. Dans un livre publié en collaboration avec Marcel RIOUX ⁶, nous tentons de montrer comment les artisans du secteur alternatif ont innové dans le domaine culturel, en particulier dans le théâtre et les revues, comment ils ont transformé les relations hommes-femmes, comment ils ont prouvé qu'il n'était pas nécessaire de recréer les divisions entre « petit boss » et travailleurs dominés pour atteindre à l'efficacité.

Par ailleurs, le secteur alternatif a aussi permis une première expérience d'emploi pour les jeunes et les femmes désireux d'entrer sur le marché du travail. On peut supposer que cette initiation à une manière nouvelle de travailler a pu influencer la suite de leur carrière dans les secteurs plus traditionnels.

Aujourd'hui, en 1988, on a l'impression que le monde a changé de sens. Ce sont plutôt les patrons et les syndicats qui parlent de gestion participative et de qualité de vie au travail alors que le secteur alternatif concentre tous ses efforts sur l'emploi, au risque d'oublier souvent le sens de ses actions sans parler de son élargissement possible vers l'émancipation sociale et culturelle.

Pourtant, dès octobre 1986, 400 représentants du secteur communautaire s'interrogeaient déjà, dans un colloque tenu à Victoriaville, sur les nouvelles interventions de leurs organismes dans les domaines de l'économie et de l'emploi concrétisées surtout par ces corporations

⁶ Gabriel Gagnon, Marcel Rioux (1988), *À propos d'autogestion et d'émancipation. Deux essais*, Québec : Institut québécois de recherches sur la culture.

de développement économique communautaire (CDEC) dont il est question ailleurs dans cet ouvrage ⁷.

Face à une évolution pas toujours désirée mais Jugée irréversible dans la conjoncture des années 1980, les participants au colloque de Victoriaville ont insisté pour que les emplois créés par le secteur communautaire tiennent compte du partage des richesses, de l'écologie, de la qualité du travail, des clientèles desservies, des besoins des travailleurs et surtout pour qu'ils se situent dans une perspective globale de construction d'une économie alternative. L'état actuel des coopératives de travail et des CDEC au Québec incite à croire que ces conditions plutôt contraignantes ont rarement pu être respectées.

C'est sur la dernière condition que je voudrais surtout réfléchir. En conséquence, à partir des entreprises dites alternatives et du développement local et communautaire, est-il vraiment possible de construire une autre économie, un Québec différent de celui qu'envisagent les pragmatistes néo-libéraux qui nous gouvernent ?

Les CDEC et les entreprises alternatives se situent dans la foulée de ce mouvement pour le plein emploi que nos partis dits socio-démocrates et nos syndicats continuent à mettre de l'avant de façon peu critique comme si la situation des sociétés industrielles n'avait pas changé depuis la dernière guerre. Pourtant, des observateurs aussi perspicaces que André Gorz, que l'économiste Michel Beaud ou que l'écologiste René Dumont reconnaissent que le plein emploi avec la même durée de travail et la même répartition salariale ne sera plus possible dans nos sociétés postindustrielles informatisées et robotisées ⁸. C'est malheureusement ce que ne semblent pas avoir compris, en raison de leur vision encore trop « économiste » même dans sa perspective critique, les auteures de ce best-seller qu'a été ici « Le défi

⁷ Fais-moi signe de changement, *Les actes du colloque provincial sur le développement communautaire*, Corporation de Développement communautaire des Bois-Francs, Victoriaville, 1987.

⁸ André Gorz (1988), op. cit. ; Michel Beaud, *Les difficultés d'une politique de plein emploi dans les années 1980*, Conférence prononcée à l'UQAM le 27 novembre 1987 ; René Dumont (1988), *Un monde intolérable*, Paris : Seuil.

du plein emploi ⁹ ». À trop suivre Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon, on risque fort de préconiser au fond pour le Québec un plein emploi à la Reagan où les inégalités s'accroîtraient et où l'économie alternative s'ancrerait dans les secteurs de la sous-traitance et de la marginalité. Une évolution également souhaitée par le patronat et les gouvernements puisqu'elle permettrait de garder les salaires bas et les revendications dispersées.

Pour aller plus loin, il nous faut remettre en question la nature même du travail et cesser de croire à une aspiration naturelle de tous et de toutes à n'importe quel emploi rémunéré.

Lors d'un colloque international sur *Les coopératives de travailleurs pour la création et le maintien de l'emploi*, organisé en août 1984 à Montréal par le Centre de gestion des coopératives de l'École des HEC, deux constatations importantes, confirmées d'ailleurs par nos propres recherches en milieu québécois, ont semblé ressortir des expériences concrètes relatées par les participants de divers pays :

- lorsqu'elle se développe en dehors des lois du marché, dans le domaine social ou culturel, l'organisation alternative du travail engendre la plus grande satisfaction et atteint le plus grand potentiel d'émancipation ;

- lorsque les coopératives de travail s'attaquent aux secteurs économiques directement soumis aux lois du marché, elles doivent souvent accepter certaines formes d'auto-exploitation dont se plaignaient plusieurs participants : bas salaires, horaires prolongés, faible qualité de vie au travail.

Est-il possible de contrecarrer ces formes d'auto-exploitation sans insérer les expériences alternatives dans un projet plus vaste dont l'effet multiplicateur pourrait décupler leur efficacité ?

⁹ Diane Bellemare, Lise Poulin-Simon (1986), *Le défi du plein emploi*. Montréal : Éditions Saint-Martin.

Un projet plus vaste

Bien sûr, les grands mouvements sociaux que nous avons connus sont disparus ou défaillants. Le mouvement communautaire, trop dépendant de l'État-providence, a considérablement réduit ses effectifs et l'ampleur de ses revendications. Le mouvement syndical, contesté de l'extérieur par les usagers et affaibli de l'intérieur par une mobilisation déclinante, est de plus en plus tenté par le corporatisme des nantis. Mieux intégrés par l'ensemble de la société, le féminisme et l'écologie ne soulèvent plus les enthousiasmes que nécessitait jadis la présence d'adversaires déterminés. Quant aux partis politiques dits sociaux-démocrates, NPD, PQ ou RCM, ils semblent éprouver de plus en plus de difficultés à insérer dans leurs programmes le souci du quotidien et la vision cohérente d'un monde où il serait possible de vivre autrement.

En se repliant sur les problèmes de l'emploi et sur la localité et le quartier comme lieux privilégiés d'intervention, le mouvement alternatif ne pourrait-il pas prendre la relève de ces mouvements sociaux déclinants ? Un peu partout dans le monde industrialisé on constate que les hauts taux de chômage ne sont plus un phénomène cyclique mais une réalité permanente. En même temps, le monde communautaire constate que, sans forte implantation locale, tout projet de transformation sociale risque l'inefficacité et l'abstraction. Le colloque international ayant pour thème *Le local en action*, tenu en décembre 1988 à Montréal, a tenté précisément d'affermir ces convergences nouvelles afin d'en tirer de nouvelles politiques pour « construire l'avenir ».

La grande bataille à venir chez nous comme dans la plupart des pays industrialisés sera en effet celle du partage de ces emplois stables, intéressants et bien rémunérés que la société à deux ou trois vitesses prévue par Gorz rendra de plus en plus rares. Il va sans dire que le libre-échange avec les États-Unis ne pourra qu'accélérer au Québec ce processus de dualisation déjà fortement enclenché.

Les emplois du « noyau stable » décrit plus haut continueront à être permanents. et bien payés. Demandant une qualification accrue, ils deviendront de plus en plus intéressants. Leur organisation sera de plus en plus dotée de mécanismes de gestion participative ou de cercles de qualité. Laissés à eux-mêmes, nos syndicats auront une tendance naturelle à réserver à leurs membres l'exclusivité de ces emplois en établissant à l'intérieur des entreprises et dans l'ensemble de la société des barrières à l'accès à ce secteur protégé : « clauses orphelines » établissant deux catégories de travailleurs dans les conventions collectives, refus de l'abolition du temps supplémentaire, procédures aveugles de « bumping » des derniers arrivés sont déjà des indices de cette évolution.

On peut donc croire que c'est d'abord et avant tout du secteur de l'économie alternative dominée que pourront venir les pressions et les initiatives pour que tous et toutes puissent accéder aux emplois qualifiés et aux nouvelles conditions de travail rendues possibles par l'évolution technologique actuelle. Pour opérer une telle transformation, les visions trop économistes devront faire place à une vision susceptible de conduire au remplacement de la société *duale* par la société *dualiste* imaginée par André Gorz.

J. Amado et C. Stoffaes ont sans doute été les premiers auteurs à définir les contours de la socio-économie duale au tournant des années 1980. Pour eux, il s'agit essentiellement d'une société où se développeraient côte à côte un « sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'informatique et les techniques de pointe ainsi que les langues étrangères » et « un vaste secteur traditionnel incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'institutions de redistribution, d'hommes moins mobiles, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et

plus classique ¹⁰ ». Ce portrait ne semble-t-il pas s'appliquer mot pour mot au Québec de l'ère du libre-échange ?

Face à cette société inégale et fracturée, André Gorz propose la société *dualiste* où ce sont les mêmes individus qui partagent leur vie entre les différents secteurs, *la répartissant entre un travail salarié réduit et des activités autonomes*. Cette réappropriation du temps libre peut consister en années ou mois sabbatiques ou s'effectuer par une diminution hebdomadaire ou quotidienne du temps de travail.

Si la majorité des individus consacraient trois jours par semaine à un emploi permanent et correctement rémunéré, ce que semble permettre l'état actuel de la technologie, on pourrait voir disparaître en même temps heures supplémentaires, chômage et assistés sociaux aptes au travail. Une partie des tâches domestiques actuellement professionnalisées et monétarisées pourraient de nouveau être assurées de façon conviviale et égalitaire par l'ensemble des hommes et des femmes.

Une partie des services sociaux assurés de façon souvent bureaucratique et inefficace par l'État pourrait être reprise en main par un secteur communautaire auquel tout le monde aurait la possibilité de participer. Si, malgré l'opposition des syndiqués qui y voient un danger pour leurs emplois et un empiétement sur le contrôle de leur propre travail, le bénévolat attire tant de gens aujourd'hui, qu'en serait-il dans une société où chacun et chacune, assuré d'une insertion permanente dans l'économie du marché, pourrait y consacrer une partie du temps dégagé par le partage du travail ?

Finalement une libération même partielle des nécessités du travail rémunéré laisserait un espace accru pour ces « activités que l'on entreprend sans but économique et qui enrichissent la vie de l'individu et du groupe : tâches culturelles et esthétiques tendant à éprouver et à donner de la joie, à embellir et cultiver le cadre de vie ; activités d'assistance, de soins, d'entraide tissant un réseau de solidarité et de rela-

¹⁰ J. Amado, C. Stoffaes (1980), Vers une socio-économie duale ?, dans Commissariat général du Plan, *La société française et la technologie*, Paris : La Documentation française, p. 138.

tions sociales dans le quartier ou la commune ; développement des rapports d'amitié et des échanges affectifs ; activités éducatives et artistiques ; réparation et autoproduction d'objets et d'aliments "pour le plaisir" de faire soi-même et de préserver, de transmettre des choses auxquelles on peut s'attacher ; coopératives d'échanges de service, etc. ¹¹. »

Si utopique que ce projet paraisse, il est sans doute le seul qui puisse nous faire passer de l'économie duale à l'autre économie à laquelle nous avons tous rêvé un jour, celle du partage des richesses et de l'autogestion généralisée. D'ailleurs, le néo-libéralisme est aussi une vaste utopie dont les effets désastreux commencent à peine à se faire sentir dans toute leur ampleur.

Sans projet politique et culturel global, les entreprises alternatives et communautaires risquent de demeurer soumises aux fluctuations de la conjoncture économique et aux caprices d'un État qu'elles soulagent souvent d'une partie de ses problèmes.

Ne serait-il pas aussi possible de renouer autour de l'utopie concrète et parfaitement réalisable du partage de l'emploi les liens entre syndicalisme et mouvement populaire que la société duale a déjà commencé à briser ? L'implication du Fonds de Solidarité de la FTQ auprès des CDEC montréalaises représente une excellente illustration locale de ces nouvelles convergences. Plus notre époque semble dominée par l'individualisme et la pensée molle, plus elle a besoin d'être stimulée par de nouvelles utopies sans lesquelles les sociétés sombrent dans l'insignifiance et le déclin.

Fin du texte

¹¹ André Gorz (1988), op. cit., p. 281-82.